

C\_2023\_201

Département du Var  
Arrondissement de Draguignan



## EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU MERCREDI 27 SEPTEMBRE 2023

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Animation Economique et  
Touristique

*L'an deux mille vingt trois, le vingt sept septembre à 17:00, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans l'Auditorium de la Dracénie, sous la présidence de Monsieur Richard STRAMBIO, Président.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
66	66	56

Objet de la  
délibération:

**Ouvertures  
dominicales pour  
l'année 2024 -  
Dérogations - Avis  
conforme de  
Dracénie Provence  
Verdon  
agglomération**

### **PRÉSENTS :**

Richard STRAMBIO, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Bernard CHILINI, Nathalie GONZALES, Daniel MARIA, Alain CAYMARIS, Serge BALDECCHI, Hugues MARTIN, Albert DAVID, Nathalie PEREZ-LEROUX, Nadine DECARLIS, Alain BARALE, Jacques GÉRARD, Georges ROUVIER, Christine PREMOSELLI, Cédric DUBOIS, Franck AMBROSINO, Stella ACCIARI, Anne-Marie AMOROSO, Jacques BERTRAND, Hugues BONNET, Christine CHALOT-FOURNET, Guillaume DJENDEREDJIAN, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Jean-Yves FORT, Sylvie FRANCIN, François GIBAUD, Malika GUELLATI, Jean Pierre GUINDEO, Marie-Christine GUIOL, Grégory LOEW, Marie-José MAUREL, Christine NICCOLETTI, Gil OLIVIER, Olivier POMMERET, Philippe ROUX, Régis ROUX, Jean-Pierre SOUZA, Marie-Laure TORTOSA, Christine VILLELONGUE

### **REPRÉSENTÉ(S) :**

Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Claude MARIN pouvoir à Alain BARALE, Michel PONTE pouvoir à Christine PREMOSELLI, Danielle ADOUX-COPIN pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Bernard BONNABEL pouvoir à Grégory LOEW, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Valérie FLAUS pouvoir à Malika GUELLATI, Jean FOURISCOT pouvoir à Valérie MARCY, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Gil OLIVIER, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Romain VACQUIER pouvoir à Liliane BOYER

### **ABSENT(S) :**

Christophe CARRIERE, Karine ALSTERS, Gérald PIERRUGUES, Sophie DUFOUR, Lisa CHAUVIN, Nicolas DATCHY, René DIES, Jean-Bernard MIGLIOLI, Pierre PENEL, Philippe SCHRECK

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Guillaume DJENDEREDJIAN

**RAPPORTEUR :** Madame Liliane BOYER

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015, dite « Loi Macron » qui a élargi la possibilité de déroger de façon temporaire ou permanente à la règle instituée par le code du travail selon laquelle le repos est donné aux salariés le dimanche (article L3132-3 du Code du travail),

Vu les statuts de Dracénie Provence Verdon agglomération,

Considérant que la loi Macron tout en réaffirmant le principe du repos dominical donné aux salariés, a modifié l'article L3132-26 du Code du travail en portant de 5 à 12 le nombre maximal de dérogation qu'un Maire peut accorder et a renforcé les mesures de compensation en faveur des salariés volontaires,

Considérant que lorsque le nombre de dérogations excède 5 dimanches, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre et qu'à défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable,

Considérant que les articles L3132-12 et R3132-5 du code du travail prévoient une dérogation permanente de droit pour certaines activités et établissements et notamment : la presse, les commerces de détail d'ameublement, de bricolage, les débits de tabac, les hôtels, les cafés restaurants, la fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate, le transport, les pompes funèbres, les jardinerie et magasins de fleurs naturelles, ...

Considérant que les commerces alimentaires, bénéficient d'une dérogation de plein droit les autorisant à employer des salariés le dimanche jusqu'à 13h et qu'au-delà, si elle existe, et uniquement pour les dimanches choisis par arrêté du Maire, ces établissements pourront bénéficier de la dérogation dite « du Maire » qui les autorise à ouvrir après 13h (articles L 3132-13 et R 3132-8 du Code du travail),

Considérant que pour les commerces alimentaires dont la surface de vente est supérieure au seuil de 400 m<sup>2</sup> lorsque les jours fériés, mentionnés à l'article L3133-1 du Code du travail à l'exception du 3°, sont travaillés, ils seront déduits par l'établissement des dimanches dits du « Maire », dans la limite de trois,

Considérant que Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa) a été saisie par différentes communes membres en vue d'obtenir un avis conforme, sur les ouvertures dominicales proposés au-delà de 5 dimanches et dans la limite de 12,

**Ainsi, pour 2024, DPVa a été saisi par :**

- La commune de Draguignan, le 18 juillet 2023.
- La commune des Arcs-sur-Argens, le 02 août 2023.
- La commune du Muy, le 18 juillet 2023.
- La commune de Salernes, le 24 juillet 2023.
- La commune de La Motte-en-Provence, le 29 juin 2023.
- La commune de Trans-en-Provence, le 21 août 2023.

Le calendrier proposé par ces communes joint en annexe permettra d'autoriser :

- l'ouverture des commerces de détail ne disposant pas d'une dérogation de plein droit pour l'ouverture dominicale en 2024;
- aux commerces alimentaires ouverts le dimanche jusqu'à 13h d'ouvrir également après 13h00 pour l'année 2024.

• Commune de DRAGUIGNAN	
Branche commerciale concernée	Dimanches dérogatoires 2024
<p>Pour les commerces alimentaires en magasin non spécialisés</p> <p>Pour les supérettes, les supermarchés et les hypermarchés : <b>11 JOURS.</b></p>	<p>07, 14, 21 et 28 juillet</p> <p>04, 11, 18 et 25 août</p> <p>15, 22 et 29 décembre</p>
<p>Pour les commerces de détail</p> <p>d'habillement en magasin spécialisé,</p> <p>de textiles en magasin spécialisé,</p> <p>de la chaussure,</p> <p>de maroquinerie et d'articles de voyage,</p> <p>d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé,</p> <p>de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé,</p> <p>de livres en magasin spécialisé,</p> <p>d'optique,</p> <p>de meubles,</p> <p>d'autres équipements du foyer,</p> <p>d'autres commerces de détail en magasin non spécialisé,</p> <p>de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé,</p> <p>de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé,</p> <p>d'appareils électroménagers en magasin spécialisé,</p> <p>de matériels de télécommunication en magasin spécialisé,</p> <p>de jeux et jouets en magasin spécialisé,</p> <p>de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé,</p> <p>de boissons en magasin spécialisé,</p> <p>d'autres commerces de détail spécialisés divers,</p> <p>Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé : <b>12 JOURS.</b></p> <p>Remarques :</p> <p>Les commerces de détail "d'articles de sport et de loisirs ", les « commerces alimentaires en magasin non spécialisés », les « supermarchés » et les « hypermarchés, et les "commerces de véhicules automobiles" ne sont pas inclus ici.</p>	<p>14, 21 et 28 juillet</p> <p>04, 11, 18 et 25 août</p> <p>24 novembre</p> <p>08, 15, 22 et 29 décembre</p>
<p>Pour les commerces de détail d'articles de sports et de loisirs (magasin de sport) : <b>12 JOURS.</b></p>	<p>14 janvier</p> <p>30 juin</p> <p>07 juillet</p> <p>04, 11, 18 et 25 août</p> <p>1<sup>er</sup> septembre</p> <p>01, 08, 15 et 22 décembre</p>
<p>Pour les commerces de détail de voitures et de véhicules automobiles (concessionnaires) : <b>07 JOURS.</b></p>	<p>14 janvier</p> <p>10 mars</p> <p>21 avril</p> <p>16 juin</p> <p>15 septembre</p>

13 octob  
24 novem

## • Commune de LES ARCS SUR ARGENS

Branche commerciale concernée	Dimanches dérogatoires 2024
Pour les commerces de détail alimentaire en magasins non spécialisés (supérettes, supermarchés, hypermarchés...) ou spécialisés (boulangerie, fruits et légumes, produits laitiers, boucherie, ...) : <b>12 JOURS.</b>	07, 14, 21 et 28 juillet 04, 11 et 18 août 01, 08, 15, 22 et 29 décembre
Pour les commerces de détail d'articles de sport en magasin spécialisé, d'habillement en magasin spécialisé, de textiles en magasin spécialisé, de la chaussure, de maroquinerie et d'articles de voyage, de parapharmacie, de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé, d'optique, d'autres commerces de détail spécialisés divers, d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé, d'équipements automobiles : <b>12 JOURS.</b>	

## • Commune de SALERNES

Branche commerciale concernée	Dimanches dérogatoires 2024
Pour les commerces alimentaires en magasins non spécialisés (supérettes, supermarchés, hypermarchés...) : <b>12 JOURS.</b>	31 mars 07, 14, 21 et 28 juillet 04, 11, 15, 18 et 25 août 22 et 29 décembre

## • Commune de LE MUY

Branche commerciale concernée	Dimanches dérogatoires 2024
Pour les commerces alimentaires en magasins non spécialisés (supérettes, supermarchés, hypermarchés..) : <b>10 JOURS.</b>	07, 14, 21 et 28 juillet 04, 11, 18 et 25 août 22 et 29 décembre

## • Commune de LA MOTTE EN PROVENCE

Branche commerciale concernée	Dimanches dérogatoires 2024
Pour les commerces alimentaires en magasins non spécialisés (supérettes, ...) : <b>12 JOURS.</b>	23 et 30 juin 07, 14, 21 et 28 juillet 04, 11, 15, 18 et 25 août 1 <sup>er</sup> septembre
Pour les commerces de détail de cuisson de produits de boulangerie : <b>12 JOURS.</b>	23 et 30 juin 07, 14, 21 et 28 juillet 04, 11, 15, 18 et 25 août 1 <sup>er</sup> septembre

## • Commune de TRANS EN PROVERE

Branche commerciale concernée	Dimanches dérogatoires 2024
Pour les commerces de détail alimentaire en magasins non spécialisés (supérettes, supermarchés, hypermarchés...) ou surgelés : <b>12 JOURS</b> *.  * Il est à noter que pour les commerces de détail alimentaires de plus de 400 m <sup>2</sup> , si un jour férié est travaillé (sauf le 1er mai), il viendra en déduction de la liste des 12 dimanches du Maire dans la limite de 3 par an ; sera donc impacté le dimanche 14 juillet 2024 .	14 janvier 30 juin 14, 21 et 28 juillet 04, 11 et 18 août 8, 15, 22 et 29 décembre
Pour les commerces de détail d'habillement en magasin spécialisé de chaussures et accessoires de pain, pâtisserie et confiserie en magasin, de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé, d'optique, d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé, d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé, de matériels de télécommunication en magasin spécialisé : <b>12 JOURS</b> .	14 janvier 30 juin 14, 21 et 28 juillet 04, 11 et 18 août 8,15, 22 et 29 décembre
Pour les commerces de détail d'articles de sport en magasin spécialisé : <b>12 JOURS</b> .	14 janvier 30 juin 14, 21 et 28 juillet 04, 11 et 18 août 8,15, 22 et 29 décembre

Pour les communes qui n'ont pas fait de demande, les dérogations au repos dominical ne pourront être accordées éventuellement par arrêté du Maire que dans la limite de 5 dans l'année 2024.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission « Habitat et revitalisation des cœurs de villes » du 05 septembre 2023, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- émettre un avis conforme en vue de l'ouverture dominicale des commerces alimentaires et des commerces de détail non alimentaire, supérieure à 5 jours sur les territoires des Communes membres qui ont saisi Dracénie Provence Verdon agglomération en application du calendrier et des branches d'activité décrites précédemment,
- dire que la présente délibération sera transmise aux communes concernées dans le délai imparti,
- autoriser Monsieur le Président à assurer l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Publié le 17/11/2023

ID : 083-218300044-20231113-DLH2353H1-DE



Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Guillaume DJENDEREDJIAN

Secrétaire de séance

Richard STRAMBIO



Président  
Maire de Draguignan  
Conseiller régional Région Sud

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.